

Première grosse délivrée à M Gabriel DOSSOU
ce 12 décembre 2017

N° 55/CA/ du Répertoire

N° 2000-028/CA du Greffe

Arrêt du 08 juin 2017

AFFAIRE :

Comité de Concertation des Déflatés
Des ex-banques BCB-BBD

C/

Etat Béninois

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 1er février 2000, enregistrée au Greffe de la Cour sous le n° 0156/GCS du 16 février 2000, par laquelle le Comité de Concertation des Déflatés des ex-banques BCB-BBD et CNCA Carré N°300 Quartier Zongo, 04 BP :1034 Cotonou , a introduit un recours de plein contentieux contre l'Etat béninois suite à des prélèvements anarchiques opérés par la cellule de recouvrement des créances des anciennes banques d'Etat BCB-BBD et CNCA sur les moins perçus sur salaires payés aux déflatés desdites banques ;

Vu la loi N° 2004-07 du 23 octobre 2007 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi N° 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu la loi N° 2008-07 du 28 février 2011 portant code de procédure civile, commerciale, administrative, sociale et des comptes en République du Bénin ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Président Victor Dassi ADOSSOU en son rapport ;

Où le Procureur Général Nicolas ASSOGBA en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

[Signature]

[Signature]

Notifié par L.N. = 3460/GCS et 3461/GCS du 12 décembre 2017.

Mr Gabriel DOSSOU.

AJT

En la forme

Considérant que les requérants exposent que depuis leur embauche dans les ex-banques d'Etat (BCB-BBD et CNCA), leurs salaires étaient régulièrement payés ;

Qu'en 1980, la crise économique qu'a connue le Bénin a paralysé toutes les institutions financières, ce qui a entraîné le blocage systématique de leurs avances et autres jusqu'à la liquidation desdites banques ;

Que dans le calcul des droits légaux des agents déflatés des ex-banques, les éléments constitutifs afférents aux salaires n'ont pas été pris en compte, qu'au contraire l'employeur a eu à prélever pour solde de tout compte trois (03) mensualités au titre des encours de crédits ;

Que sur revendication des déflatés des ex-banques d'Etat, une commission interministérielle a été mise sur pied pour étudier et déterminer les éléments constitutifs des moins perçus sur salaire précédemment bloqués ;

Que le conseil des ministres, en sa séance du 10 décembre 1997, a autorisé le paiement aux agents déflatés des moins perçus sur salaires, soit 2.476.053.116 F CFA ;

Que toutes les démarches entreprises en direction de la Cellule de Recouvrement en vue de la rétrocession de ces dus, notamment les recours gracieux et hiérarchiques sont demeurées vaines ;

Qu'ils s'en remettent à la Cour pour obtenir la condamnation de l'Etat béninois au paiement des sommes réclamées telles qu'elles découlent des pièces versées au dossier.

Sur la compétence du juge administratif à connaître du présent recours

Considérant que le conseil de l'administration, dans son mémoire en défense, soutient que « les demandeurs au pourvoi ne sont pas des fonctionnaires de l'administration publique ».

Qu'« ils sont des agents conventionnés régis par le code du travail et la convention des banques » ;

Que « les anciennes banques d'Etat étaient soumises au droit commercial et au code du travail », que les prêts consentis et objets des précomptes sont des actes de droit civil » ;

f

GPP

Qu'aux termes de l'article 33 de l'ordonnance N°21/PR du 26 avril 1966 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour Suprême en vigueur au moment de la saisine, « relève de la compétence des tribunaux judiciaires, les litiges intéressant les agents des collectivités publiques régis par le code du travail »

Que le juge administratif doit se déclarer incompétent et renvoyer les demandeurs à mieux se pourvoir ;

Considérant que dans leur « mémoire en duplique », les conseils des requérants répliquent que « la compétence d'une juridiction est déterminée par la nature du litige qui lui est soumis et non pas simplement par la qualité du justiciable » ;

* Que l'article 33 de l'ordonnance 21/PR du 26 avril 1966 cité partiellement par le défendeur ne peut recevoir application en l'espèce ;

Que la saisine du juge administratif n'est pas réservée aux seuls fonctionnaires de l'administration publique et que les banques où le concluant a travaillé sont des banques d'Etat ;

Considérant qu'à son article 33, l'ordonnance N°21 /PR du 26 avril 1966, remise en vigueur par la loi N°90-012 du 1er juin 1990, dispose certes que « les litiges intéressant les agents des collectivités publiques régis par le Code du travail » sont de la compétence des tribunaux judiciaires ;

Mais considérant que dans le cas d'espèce, depuis la liquidation des banques en 1990, la Banque Commerciale du Bénin (BCB) et la Banque Béninoise pour le Développement (BBD) ont cessé d'exister comme banques, que depuis lors, il ne leur est plus possible de poser des actes d'administration et de gestion de leurs anciens personnels respectifs dont les membres eux-mêmes ont cessé d'être des agents desdites banques du fait de leur licenciement économique ;

Que dans ces conditions, les actes et décisions intervenus dans le cadre de la liquidation ne sauraient continuer d'être considérés comme émanant des banques liquidées qui n'existent plus juridiquement ;

Qu'ils constituent désormais des actes et décisions de l'Etat propriétaire desdites banques c'est-à-dire, des actes et décisions de l'administration dont la connaissance relève de la compétence du juge administratif ;

Qu'en conséquence, le juge administratif est compétent pour connaître du présent recours.

Sur le moyen de l'administration tiré de la fin de non recevoir pour défaut de qualité du « Comité de Concertation des déflatés des ex Banques BCB-BBD et CNCA », sans qu'il soit besoin d'examiner la dernière fin de non-recevoir

Considérant que le conseil de l'administration soutient que le comité de concertation des déflatés des ex-banques d'Etat n'a aucune personnalité juridique ;

Qu'il n'est ni un syndicat, ni une association telle que prévue par la loi de 1901 ;

Qu'aucun texte de loi ne lui confère quelque personnalité juridique ;

Que son action devrait être déclarée irrecevable ;

Considérant que les conseils des requérants répliquent que « de jurisprudence constante, le recours administratif des personnes morales même non déclarées qui n'ont pas de personnalité morale est recevable (Cf. 31 octobre 1969, Syndicat de Défense des Canaux, R.C. p.462) »

Considérant qu'il ressort du dossier que les requérants ont introduit leur recours contentieux en se présentant sous l'appellation de « Comité de Concertation des Déflatés des ex-banques BCB-BBD et CNCA » ;

Considérant que ledit comité s'est constitué en vue de la défense des intérêts des ex-agents des anciennes banques BCB-BBD et CNCA ;

Qu'il n'est pas contestable que tous les membres du Comité sont des ex-agents des anciennes banques BCB-BBD et CNCA liquidées ;

Qu'ainsi, ils sont tous et chacun directement concernés par ce qu'ils ont appelé « prélèvements anarchiques » opérés sur leurs moins perçus sur salaires ;

Que la qualité d'anciens agents à qui est dû le paiement de certains droits reconnus par l'Etat suffit à donner au Comité requérant, un intérêt pour contester les prélèvements anarchiques qui auraient été opérés sur le montant desdits droits ;

f

GFF

Considérant au demeurant que les requérants pour la plupart ont payé individuellement les frais de consignation prévus par la loi ;

Que seuls les nommés ADJALIAN A. Henriette, GNAHOUI Félicité épouse ZOUDEHOUGAN, DJIBRILA Alidjamatou, HOUSSOU Noëlie, NOUKOUMIANTAKI Edith née GUILLAUME, DOTOU Achille et DAVID GNAHOUI Camille n'ont pas payé ladite consignation ;

Que par rapport à ces derniers, le recours est irrecevable ;

Qu'en conclusion, il échet de déclarer le présent recours recevable pour avoir été introduit dans les forme et délai de la loi ;

Au fond

Sur le moyen des requérants tirés de la violation des droits acquis, sans qu'il soit besoin d'examiner le second moyen

Considérant que les conseils des requérants soutiennent que suite à de multiples revendications des déflatés, le gouvernement a mis sur pied une commission interministérielle ;

Que par relevé N°55/SGG/REL du 11 décembre 1997, il a été accordé auxdits agents des droits légaux d'un montant de 2.476.053.116 francs réparti comme suit :

BCB : F CFA 1.957.612.004

BBD : F CFA 262.015.341

CNCA : FCFA 256.425.771

Que seuls 20% de la créance sur l'Etat soit 495.210.624 francs ont été payés suite à un prétendu accord intervenu le 16 mars 1998 entre le Gouvernement et le Collectif des déflatés ;

Que convoqués pour la perception de ces 20% par la cellule de recouvrement le 06 mai 1998, les requérants ont constaté qu'une retenue de 18% a été opérée à la source ;

Que la cellule s'est aussi autorisée à retenir sans fondement légal 3% de ce qui est dû aux déflatés, soit la somme de 74.281.595 francs ;

Considérant que les requérants évoquent deux prélèvements, l'un de 18% et l'autre de 3% opérés sur leurs moins

perçus par la cellule de recouvrement des créances des anciennes banques d'Etat, BCB, BBD, CNCA ;

Considérant qu'en ce qui concerne le prélèvement de 3%, il ressort du dossier que, sur requête en date du 29 avril et 25 juin 1998 des Associations des Collectifs des Déflatés de la BCB, de la BBD et de la CNCA, le président du tribunal de première instance de Cotonou a, par ordonnance N°271/98 du 26 juin 1998, prescrit à la cellule de recouvrement d'effectuer au profit desdites Associations un prélèvement à la source de 3% sur le montant total représentant les indemnités appartenant aux agents déflatés des trois institutions financières, soit :

-Pour la BCB : 58. 728.360 F

-Pour la BBD : 7.860.466 F

-pour la CNCA : 7.692.773 F

TOTAL 74.281.599 F

Qu'ainsi le prélèvement de 3% a pour base cette ordonnance N°271/98 du 26 juin 1998 prise par le juge judiciaire.

Considérant qu'en ce qui concerne le prélèvement de 18% sur les moins perçus, l'administration le justifie par les créances que détiendraient les anciennes banques sur les déflatés pendant que ceux-ci étaient encore en fonction ;

Que dans son mémoire en défense, le conseil de l'administration allègue qu'« il y a lieu de rappeler à la haute Cour les procès-verbaux de réunion en date des 11 novembre 1998 et 08 septembre 1999 aux termes desquels, aussi bien le Collectif des déflatés que le Comité de Concertation des déflatés ont accepté le principe de compensation de leur créance sur les anciennes banques avec les dettes contractées par certains parmi eux auprès des mêmes banques» ;

Considérant que les requérants, tout en reconnaissant qu'ils avaient contracté des dettes vis-à-vis des banques qui les employaient, soutiennent et rappellent que lors de la liquidation, lesdites banques avaient retenu, avec le concours de la direction du travail, qu'il serait opéré un prélèvement de trois mensualités pour solde de tout compte ;

Qu'ainsi au moment du paiement en 1990 des premiers droits modiques, les trois mensualités avaient été prélevées pour solde de tout compte.

[Handwritten signatures]

Considérant qu'il convient de relever que les agents des anciennes banques ont été victimes d'un licenciement économique, qu'un tel licenciement ne produit pas les mêmes effets qu'un licenciement pour faute ;

Qu'au moment d'accorder des prêts aux agents, les seuls gages réels et sûretés de paiement acceptés par les administrations desdites banques étaient les salaires ;

Que les agents honoraient régulièrement leurs engagements, les montants des mensualités convenus étant d'ailleurs automatiquement prélevés à la source sur leurs traitements ;

Que le licenciement économique et la suppression subséquente des salaires ont ainsi privé les agents débiteurs des seules garanties qu'ils avaient offertes et de celles qui pouvaient permettre aussi aux banques de recouvrer les crédits consentis ;

Considérant que la liquidation des banques concernées, les licenciements économiques et les suppressions des salaires ne sont pas le fait des agents de ces banques, mais celui des autorités qui en ont pris la décision, et qu'il serait alors hors de sens d'en faire porter les conséquences aux agents, d'où le *modus vivendi* trouvé par les administrations desdites banques, consistant dans le prélèvement sur les indemnités de licenciement de trois mensualités de remboursement pour solde de tout compte ;

Considérant que l'administration elle-même, dans son mémoire en défense, ne conteste pas l'existence d'un tel *modus vivendi*, mais allègue que si malgré cela les prélèvements complémentaires querellés ont pu encore être opérés lors du paiement des moins perçus, il y a lieu d'opposer aux agents déflatés la règle du « *Nemo auditur propriam turpitudinem allegans* » ;

Considérant que le « *Nemo auditur propriam turpitudinem allegans* » est un principe général de droit qui signifie que nul ne peut se prévaloir de sa propre turpitude ;

Considérant qu'en l'espèce, les requérants ne se plaignent pas des conséquences fâcheuses de leur propre acte, que les prélèvements querellés n'ont pas été opérés par eux, mais plutôt par la Cellule de recouvrement des créances des anciennes banques d'Etat ;

Qu'en conséquence, la règle du « *Nemo auditur ...* » ne peut être opposée aux requérants, lesquels ont un droit acquis au

F

GFF

maintien de la concession qui leur avaient permis de se faire prélever pour solde de tout compte trois mensualités au titre du remboursement de leurs crédits ;

Considérant qu'enfin, les moins perçus sur lesquels ont été opérés les prélèvements en cause se rapportent à des salaires que les requérants avaient déjà perçus pendant qu'ils étaient encore en fonction, qu'il s'agit donc de salaires sur lesquels avaient déjà été prélevés des mensualités de remboursement des prêts accordés ;

Qu'en conséquence, les prélèvements querellés constituent en tout état de cause un double emploi contraire comme tel aux stipulations mêmes des accords de crédits ;

Qu'en égard à tout ce qui précède, les prélèvements de 18% opérés sur les moins-perçus sur traitements des agents de l'ex-BCB, de l'ex-BBD et de l'ex-CNCA sont illégaux et doivent être restitués auxdits agents ;

Considérant que la demande des requérants tendant à la condamnation de l'Etat à leur payer des dommages et intérêts a été portée pour la première fois devant la Cour ;

Que la décision préalable de l'administration n'a pas été suscitée relativement à cette demande ;

Qu'il échet de la déclarer irrecevable et de l'écarter ;

Mais considérant que les prélèvements dont les requérants demandent la restitution auraient dû leur être rétrocédés depuis le 1^{er} février 2000 ;

Qu'à compter de cette date, il y a lieu de majorer les condamnations pécuniaires prononcées contre l'Etat au profit des requérants, au taux légal moyen et annuel de quatre pour cent (4%) ;

Qu'au total, il échet d'accueillir le recours de plein contentieux des requérants, d'annuler les prélèvements de 18% querellés et de mettre les frais à la charge du trésor Public ;

PAR CES MOTIFS,

Décide :

Article 1^{er}: La Cour Suprême siégeant en matière administrative est compétente pour connaître du présent recours;

[Signature]

[Signature]

Article 2 : Le recours en date à Cotonou du 1^{er} février 2000 de 156 agents des anciennes banques dites Banque Commerciale du Bénin (BCB), Banque Béninoise de Développement (BBD) et Caisse Nationale de Crédit Agricole (CNCA) et tendant à voir la Cour ordonner à leur profit le reversement du montant des prélèvements opérés sur les moins perçus sur salaires par la Cellule de recouvrement des créances desdites banques, est irrecevable en ce qui concerne les agents :

1. ADJALIAN A. Henriette
2. GNAHOUI Félicité épouse ZODEHOUGAN
3. DJIBRILA Alidjamatou
4. HOUSSOU Noëlie
5. NOUKOUMIANTAKI Edith née GUILLAUME
6. DOTOU Achille
7. DAVID GNAHOUI Camile ;

Article 3 : Le même recours est recevable en ce qui concerne les cent quarante neuf (149) autres agents desdites banques dont les noms sont ci-après indiqués :

1. ADAGNIDO Paul
2. ADEBOLA Adigoun
3. ADJADO Fatima
4. ADOUVO Jean
5. AGOSSA François
6. AGOSSADOU Dorothée
7. AGOSSOU Adjinson
8. AGOSSOU Koffi
9. AGUEH ZINSOU Létitia
10. AHOKPON Bernard
11. AKADRI Raoufou
12. AKAKPO Koffi
13. AKOFFODJI Marcel
14. AKOTENON épouse OUSSOU Armel
15. AKPO Léocadie
16. ALLAGBE Marie
17. ALLOKPE Etienne
18. AMOUSSOU Alexandrine
19. ANJORIN Moussiliou
20. ASSANKPON Alfred
21. ASSE HOUNKPAME Ambroisine
22. ASSE KOUASSI Pierre
23. ASSOGBA GBIDOUN Tarcus
24. ATEMENOU Barnabé
25. ATINDEHOU François
26. AVODAGBE Daniel
27. AYITE Herman




28. AZON Paul
29. BADA Philippe
30. BALOGOUN Bachirou
31. BITIBOTO Todoté Paul
32. BOYI Codjo
33. CODJIA Claude
34. CODJIA Mathieu
35. DANSOU Virgile
36. DAOUDA Alain
37. Da SILVA Eliane
38. DJAHO Pierre
39. DOHOUMON Alphonse
40. DOMINGO Kuassi Laurent
41. DOSSA Jeanne
42. DOSOU Michel
43. DOSOU YOVO Epiphane
44. DOSSOU-GBETE Marcel
45. DRAMANE Issa
46. EBOUE Pierre
47. FALANON Sévérin
48. FANOU Jean
49. FRANCEGBE Robert
50. GBAGUIDI AHOWONON Daniel
51. GBAGUIDI Nestor
52. GLELE Gaston
53. GLELE Yacicle Lucien
54. GNACADJA Jean
55. GODONOU Joseph
56. GBEMENOU Midjanavo
57. GUEZODJE Martin
58. HODONOU Cosme
59. HOUENOUVI Yvonne
60. HOUSSINON Coffi
61. HOUSSOU Dominique Abel
62. HOUNDONUGBO Germain
63. HOUNSA S. Samuel
64. HUELECHE Coovi
65. KODJA Emmanuel
66. LONMADON Koffi
67. MARCH Patrick
68. MANSILLA Joseph
69. MITCHAÏ Cosme
70. ODJO Adjaï
71. OGOUDJIBI Sourou
72. OKOYE Henri
73. OUASSA Sékou
74. OUNDE Joseph



75. PRODJINOTHO Louis
76. SAGBOGBO Avocè
77. SOTONDI Gonzalès
78. de SOUZA Edith
79. de SOUZA Géraldine
80. TCHOCODO Gabriel
81. TELLA Raphaël
82. TOSSAVI Kouété
83. TOSSOU Codjovi
84. WINSOU Thomas
85. WOUINSOU Philippe
86. AHOUANSON Reine
87. MAMA Nouhoum
88. ADJIWANOU K. Antonin
89. FRANCEGBE Pierre
90. TCHIAKPE Damien
91. SIEMA Roger
92. OBANIMEDI Imourane
93. ATIGLI Fulbert
94. HODONOU Monique
95. GBEDO Justin
96. DJOSSOU KOUDJI Norbert
97. AHOYO Lydia
98. Do REGO Jean
99. ATTA Antonin
100. Da MATHA Félicien
101. DANTODJI Zéhou
102. DENAHOU Remy
103. KODJOH Dossi Suzanne
104. SANI Agata Madina
105. TEVI Alexandre
106. HOUNYOVI Cohovi
107. TCHINTCHIN Francois
108. SACRAMENTO Silifatou
109. NOUKOME Victorin V. Aristide
110. WINSALAS Adolphe
111. FANDOHAN Léon
112. DADOH M. Kouassi Michel
113. DJOGNIBO Edouard
114. AKLOU Jacob
115. HOUSSOU Calixte
116. BENTHO Régina
117. GNACADJA Sébastien
118. EDOH Marcellin
119. DJOSSOUVI Euphrasie Rosalie
120. HOUNTONDI Casimir
121. COCO Paul

122. ADECHI Bernard Latoundé
123. TONOUKOUIN Nicolas Hippolyte
124. LOTSU Charlotte Peace
125. HOUNTONDJI Pascal
126. HOUNNOU E. Cyriaque
127. SEHOUAKPO Léon
128. D'ALMEIDA A. Jean
129. OGOUBEYI Okiki Wassi
130. ACHOUKE Valerie
131. MISSINHOUN Dadjjo
132. GNAVO Jules
133. DOKPONOU Anselme
134. HOUNNOU Koffi
135. VIGNISSI Cohovi Gratien
136. HOUSSOU Francois Franck
137. AHOKPE Francopise
138. HOUNSOU Mathurin
139. AZANLIN C.Emmanuel
140. LOHENTO Luc
141. AHOUANGBASO Antoine
142. TOGBE Bernard
143. d'ALMEIDA Germaine
144. ANNATO Anne
145. VIDJANNAGNI Ambroise
146. ALABI L. Abdou
147. AMEGLE Daniel
148. HOUNANGBE A. Paul
149. ODOU A. Abel

Article 4 : Ledit recours est partiellement fondé ;

Article 5: l'Etat béninois est condamné à payer à chacun des cent quarante neuf (149) agents cités à l'article 3 de la présente décision ou à leurs ayants droit, le montant de francs prélevé sur les moins perçus sur salaire et qui se présente comme suit :

1.	ADAGNIDO	Paul	996.875	BCB
2.	ADEBOLA	Adigoun	382.315	"
3.	ADJADO	Fatima	1.159.827	"
4.	ADOUVO	Jean	1.280.349	"
5.	AGOSSA	Francois	973.024	"
6.	AGOSSADOU	Dorothee	668.163	"
7.	AGOSSOU	Adjinon	629.556	"
8.	AGOSSOU	Koffi	1.104.667	"
9.	AGUEH ZINSOU	Létitia	852.400	"
10.	AHOKPON	Bernard	700.000	"

f

GFF

11.	AKADRI	Raoufou	252.257	"
12.	AKAKPO	Koffi	957.459	"
13.	AKOFFODJI	Marcel	1.924.873	"
14.	AKOTENON épouse OUSSOU	Armel	668.888	"
15.	AKPO	Léocadie	845.304	"
16.	ALLAGBE	Marie	550.000	"
17.	ALLOKPE	Etienne	1.610.457	"
18.	AMOUSSOU	Alexandrine	950.000	"
19.	ANJORIN	Moussiliou	691.619	"
20.	ASSANKPON	Alfred	1.313.030	"
21.	ASSE HOUNKPAME	Ambroisine	243.666	"
22.	ASSE KOUASSI	Pierre	248.680	"
23.	ASSOGBA GBIDOUN	Tarcus	827.795	"
24.	ATEMENO	Barnabé	916.605	"
25.	ATINDEHO	Francois	853.418	"
26.	AVODAGBE	Daniel	593.235	"
27.	AYITE	Herman	1.182.248	"
28.	AZON	Paul	670.557	"
29.	BADA	Philippe	119.889	"
30.	BALOGOUN	Bachirou	975.407	"
31.	BITIBOTO	Todoté Paul	186.219	"
32.	BOYI	Codjo	383.333	"
33.	CODJIA	Claude	1.062.418	"
34.	CODJIA	Mathieu	442.260	"
35.	DANSOU	Virgile	1.457.543	"
36.	DAOUDA	Alain	950.000	"
37.	Da SILVA	Eliane	364.637	"
38.	DJAHO	Pierre	857.690	"
39.	DOHOUMON	Alphonse	824.309	"
40.	DOMINGO	Kuassi Laurent	305.081	"
41.	DOSSA	Jeanne	900.330	"
42.	DOSSOU	Michel	1.124.734	"
43.	DOSSOU YOVO	Epiphane	873.965	BCB
44.	DOSSOU-GBETE	Marcel	1.736.400	"
45.	DRAMANE	Issa	157.234	"
46.	EBOUE	Pierre	1.648.647	"
47.	FALANON	Sévérin	487.502	"
48.	FANO	Jean	964.897	"
49.	FRANCEGBE	Robert	1.126.251	"
50.	GBAGUIDI AHOWONON	Daniel	867.373	BCB
51.	GBAGUIDI	Nestor	342.000	"

F

GFF

52.	GLELE	Gaston	461.411	"
53.	GLELE	Yacicle Lucien	2.768.492	"
54.	GNACADJA	Jean	3.201.792	"
55.	GODONOU	Joseph	1.962.877	"
56.	GBEMENOU	Midjanavo	801.266	"
57.	GUEZODJE	Martin	1.994.569	"
58.	HODONOU	Cosme	1.133.940	"
59.	HOUENOUVI	Yvonne	1.523.257	"
60.	HOUSSINON	Coffi	798.846	BCB
61.	HOUSSOU	Dominique Abel	632.922	"
62.	HOUNDONOUGBO	Germain	749.553	"
63.	HOUNSA S.	Samuel	1.312.300	"
64.	HUELECHE	Coovi	901.580	"
65.	KODJA	Emmanuel	800.038	"
66.	LONMADON	Koffi	1.099.985	"
67.	MARCH	Patrick	761.569	"
68.	MANSILLA	Joseph	2.350.730	"
69.	MITCHAÏ	Cosme	2.006.213	"
70.	ODJO	Adjaï	284.716	BBD
71.	OGOUDJIBI	Sourou	659.280	BCB
72.	OKOYE	Henri	383.333	"
73.	OUASSA	Sékou	232.133	"
74.	OUNDE	Joseph	3.410.369	"
75.	PRODJINOTHO	Louis	958.640	BBD
76.	SAGBOGBO	Avocè	933.712	BCB
77.	SOTONDJI	Gonzalès	1.962.667	BBD
78.	de SOUZA	Edith	1.006.315	BCB
79.	de SOUZA	Géraldine	1.109.137	"
80.	TCHOCODO	Gabriel	2.253.399	"
81.	TELLA	Raphaël	816.386	"
82.	TOSSAVI	Kouété	321.980	"
83.	TOSSOU	Codjovi	3.140.630	"
84.	WINSOU	Thomas	1.860.355	"
85.	WOUINSOU	Philippe	2.030.102	"
86.	AHOANSOU	Reine	488.696.	"
87.	MAMA	Nouhoum	599.443	"
88.	ADJIWANOU K.	Antonin	2.438.205	BCB
89.	FRANCEGBE	Pierre	231.614	BBD
90.	TCHIAKPE	Damien	809.990	"
91.	SIEMA	Roger	2.654.226	BCB
92.	OBANIMEDJI	Imourane	352.652	"
93.	ATIGLI	Fulbert	2.051.372	"
94.	HODONOU	Monique	297.056	"

95.	GBEDO	Justin	1.490.796	"
96.	DJOSSOU KOUDJI	Norbert	1.932.545	"
97.	AHOYO	Lydia	1.841.355	BCB
98.	Do REGO	Jean	2.756.465	"
99.	ATTA	Antonin	1.246.247	BCB
100.	Da MATHA	Félicien	1.953.110	"
101.	DANTODJI	Zéhou	308.266	"
102.	DENAHOU	Remy	319.668	"
103.	KODJOH	Dossi Suzanne	401.328	"
104.	SANI	Agata Madina	617.925	"
105.	TEVI	Alexandre	562.190	"
106.	HOUNYOVI	Cohovi	600.983	"
107.	TCHINTCHIN	Francois	1.031.316	"
108.	SACRAMENTO	Silifatou	648.677	"
109.	NOUKOME	Victorin V. Aristide	739.477	"
110.	WINSALAS	Adolphe	784.946	"
111.	FANDOHAN	Léon	231.157	BCB
112.	DADOH M.	Kouassi Michel	1.833.184	"
113.	DJOGNIBO	Edouard	714.264	"
114.	AKLOU	Jacob	95.330	BBD
115.	HOUESSOU	Calixte	854.608	"
116.	BENTHO	Régina	411.408	BBD
117.	GNACADJA	Sébastien	577.963	"
118.	EDOH	Marcellin	469.123	BCB
119.	DJOSSOUVI	Euphrasie Rosalie	850.325	"
120.	HOUNTONDJI	Casimir	509.918	"
121.	COCO	Paul	583.867	BCB
122.	ADECHI	Bernard Latoundé	1.955.000	BCB
123.	TONOUKOUIN	Nicolas Hippolyte	258.327	"
124.	LOTSU	Charlotte Peace	788.489	"
125.	HOUNTONDJI	Pascal	247.692	"
126.	HOUNNOU E.	Cyriaque	489.638	BCB
127.	SEHOUAKPO	Léon	430.518	BCB
128.	D'ALMEIDA A.	Jean	97.231	BCB
129.	OGOUBEYI	Okiki Wassi	536.655	BCB
130.	ACHOUKE	Valerie	1.072.386	"
131.	MISSINHOUN	Dadjo	2.179.662	"

132.	GNAVO	Jules	1.710.959	"
133.	DOKPONOU	Anselme	1.033.491	"
134.	HOUNNOU	Koffi	393.056	"
135.	VIGNISSI	Cohovi Gratien	1.142.957	"
136.	HOUSSOU	François Franck	368.007	"
137.	AHOKPE	Françoise	891.349	"
138.	HOUNSOU	Mathurin	499.977	"
139.	AZANLIN C.	Emmanuel	2.148.184	"
140.	LOHENTO	Luc	1.203.906	"
141.	AHOANGBASO	Antoine	517.701	"
142.	TOGBE	Bernard	1.079.210	BCB
143.	d'ALMEIDA	Germaine	1.090.506	"
144.	ANNATO	Anne	641.667	"
145.	VIDJANNAGNI	Ambroise	3.785.941	"
146.	ALABI L.	Abdou	2.182.328	"
147.	AMEGLE	Daniel	3.430.927	BCB
148.	HOUNZANGBE	A. Paul	723.550	BBD
149.	ODOU A.	Abel	439.283	CNCA

Article 6: L'Etat béninois est en outre condamné à payer à chaque requérant ou à ses ayants droit les intérêts de droit liés aux condamnations pécuniaires au taux moyen de 4% l'an du 1^{er} février 2000 jusqu'au prononcé du présent arrêt soit :

N° D'OR- DRE	NOMS	PRENOMS	IDD
1.	ADAGNIDO	Paul	677.875F
2.	ADEBOLA	Adigoun	259.974F
3.	ADJADO	Fatima	788.682F
4.	ADOUVO	Jean	870.637F
5.	AGOSSA	Francois	661.656F
6.	AGOSSADOU	Dorothee	454.350F
7.	AGOSSOU	Adjinon	428.098F
8.	AGOSSOU	Koffi	751.173F
9.	AGUEH ZINSOU	Létitia	579.632F
10.	AHOKPON	Bernard	476.000F
11.	AKADRI	Raoufou	171.534F
12.	AKAKPO	Koffi	651.072F
13.	AKOFFODJI	Marcel	1.308.913F
14.	AKOTENON épouse OUSSOU	Armel	454.843F
15.	AKPO	Léocadie	574.806F
16.	ALLAGBE	Marie	374.000F

17.	ALLOKPE	Etienne	1.095.110F
18.	AMOUSSOU	Alexandrine	646.000F
19.	ANJORIN	Moussiliou	470.300F
20.	ASSANKPON	Alfred	892.860F
21.	ASSE HOUNKPAME	Ambroisine	165.692F
22.	ASSE KOUASSI	Pierre	169.102F
23.	ASSOGBA GBIDOUN	Tarcus	562.900F
24.	ATEMENO	Barnabé	623.291F
25.	ATINDEHOU	Francois	580.324F
26.	AVODAGBE	Daniel	403.399F
27.	AYITE	Herman	803.928F
28.	AZON	Paul	455.978F
29.	BADA	Philippe	81.524F
30.	BALOGOUN	Bachirou	663.276F
31.	BITIBOTO	Todoté Paul	126.628F
32.	BOYI	Codjo	260.666F
33.	CODJIA	Claude	722.444F
34.	CODJIA	Mathieu	300.736F
35.	DANSOU	Virgile	991.129F
36.	DAOUDA	Alain	646.000F
37.	Da SILVA	Eliane	247.953F
38.	DJAHO	Pierre	583.229F
39.	DOHOUMON	Alphonse	560.530F
40.	DOMINGO	Kuassi Laurent	207.455F
41.	DOSSA	Jeanne	612.224F
42.	DOSSOU	Michel	764.819F
43.	DOSSOU-YOVO	Epiphane	594.296F
44.	DOSSOU-GBETE	Marcel	1.180.752F
45.	DRAMANE	Issa	106.919F
46.	EBOUE	Pierre	1.121.079F
47.	FALANON	Sévérin	331.501F
48.	FANOU	Jean	656.129F
49.	FRANCEGBE	Robert	765.850F
50.	GBAGUIDI AHOWONON	Daniel	589.813F
51.	GBAGUIDI	Nestor	232.560F
52.	GLELE	Gaston	313.759F
53.	GLELE	Yacicle Lucien	1.882.574F
54.	GNACADJA	Jean	2.177.218F
55.	GODONOU	Joseph	1.334.756F
56.	GBEMENO	Midjanavo	544.860F
57.	GUEZODJE	Martin	1.356.306F
58.	HODONOU	Cosme	771.079F

59.	HOUENOUVI	Yvonne	1.035.814F
60.	HOUESSINON	Coffi	543.215F
61.	HOUESSO	Dominique Abel	566.386F
62.	HOUNDONOUGBO	Germain	509.696F
63.	HOUNSA S.	Samuel	892.364F
64.	HUELECHE	Coovi	613.074F
65.	KODJA	Emmanuel	544.025F
66.	LONMADON	Koffi	747.989F
67.	MARCH	Patrick	517.866F
68.	MANSILLA	Joseph	1.598.496F
69.	MITCHAÏ	Cosme	1.364.224F
70.	ODJO	Adjaï	193.606F
71.	OGOUDJIBI	Sourou	448.310F
72.	OKOYE	Henri	260.666F
73.	OUASSA	Sékou	157.850F
74.	OUNDE	Joseph	2.319.050F
75.	PRODJINOTHO	Louis	651.875F
76.	SAGBOGBO	Avocè	634.924F
77.	SOTONDJI	Gonzalès	1.334.613F
78.	de SOUZA	Edith	684.294F
79.	de SOUZA	Géraldine	754.213F
80.	TCHOCODO	Gabriel	1.532.311F
81.	TELLA	Raphaël	585.742F
82.	TOSSAVI	Kouété	218.946F
83.	TOSSOU	Codjovi	2.135.628F
84.	WINSOU	Thomas	1.265.041F
85.	WOUINSOU	Philippe	1.380.469F
86.	AHOUANSOU	Reine	332.313F
87.	MAMA	Nouhoum	407.621F
88.	ADJIWANOU K.	Antonin	1.657.979F
89.	FRANCEGBE	Pierre	157.497F
90.	TCHIAKPE	Damien	550.793F
91.	SIEMA	Roger	1.804.873F
92.	OBANIMEDJI	Imourane	239.803F
93.	ATIGLI	Fulbert	1.394.932F
94.	HODONOU	Monique	201.998F
95.	GBEDO	Justin	1.013.741F
96.	DJOSSOU KOUDJI	Norbert	1.314.130F
97.	AHOYO	Lydia	1.252.121F
98.	Do REGO	Jean	1.874.396F
99.	ATTA	Antonin	1.246.247F
100.	Da MATHA	Félicien	1.953.110F
101.	DANTODJI	Zéhou	308.266F
102.	DENAHOU	Remy	319.668F

103.	KODJOH	Dossi Suzanne	401.328F
104.	SANI	Agata Madina	617.925F
105.	TEVI	Alexandre	562.190F
106.	HOUNYOVI	Cohovi	600.983F
107.	TCHINTCHIN	François	1.031.316F
108.	SACRAMENTO	Silifatou	648.677F
109.	NOUKOME	Victorin V. Aristide	739.477F
110.	WINSALAS	Adolphe	784.946F
111.	FANDOHAN	Léon	231.157F
112.	DADOH	M. Kouassi Michel	1.833.184F
113.	DJOGNIBO	Edouard	714.264F
114.	AKLOU	Jacob	95.330F
115.	HOUESSOU	Calixte	854.608F
116.	BENTHO	Régina	411.408F
117.	GNACADJA	Sébastien	577.963F
118.	EDOH	Marcellin	469.123F
119.	DJOSSOUVI	Euphrasie Rosalie	850.325F
120.	HOUNTONDJI	Casimir	509.918F
121.	COCO	Paul	583.867F
122.	ADECHI	Bernard Latoundé	1.955.000F
123.	TONOUKOUIN	Nicolas Hippolyte	258.327F
124.	LOTSU	Charlotte Peace	788.489F
125.	HOUNTONDJI	Pascal	247.692F
126.	HOUNNOU E.	Cyriaque	489.638F
127.	SEHOUAKPO	Léon	430.518F
128.	D'ALMEIDA A.	Jean	97.231F
129.	OGOUBEYI	Okiki Wassi	536.655F
130.	ACHOUKE	Valerie	1.072.386F
131.	MISSINHOUN	Dadjo	2.179.662F
132.	GNAVO	Jules	1.710.959F
133.	DOKPONOU	Anselme	1.033.491F
134.	HOUNNOU	Koffi	393.056F
135.	VIGNISSI	Cohovi Gratien	777.210F
136.	HOUSSOU	François Franck	250.244F
137.	AHOKPE	Francoise	606.117F
138.	HOUNSOU	Mathurin	339.984F
139.	AZANLIN C.	Emmanuel	1.460.765F
140.	LOHENTO	Luc	818.656F
141.	AHOUANGBASO	Antoine	352.036F

142.	TOGBE	Bernard	733.862F
143.	d'ALMEIDA	Germaine	741.544F
144.	ANNATO	Anne	436.333F
145.	VIDJANNAGNI	Ambroise	2574.439F
146.	ALABI L.	Abdou	1.483.983F
147.	AMEGLE	Daniel	2.333.030F
148.	HOUNZANGBE	A. Paul	492.014F
149.	ODOU A.	Abel	298.712F

Article 7 : Le reste de la demande est rejeté ;

Article 8 : Les dépens sont mis à la charge du trésor public ;

Article 9 : Le présent arrêt sera notifié aux parties et au procureur général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (Chambre administrative) composée de :

Victor Dassi ADOSSOU, Président de la chambre administrative,

PRESIDENT;

Rémy Yawo KODO
et

CONSEILLERS ;

Etienne AHOUANKA

Et prononcé à l'audience publique du jeudi huit juin deux mille dix sept, la Cour étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Nicolas ASSOGBA, Procureur général

MINISTERE PUBLIC ;

Gédéon A. AKPONE,

GREFFIER.

Et ont signé,

Le Président-Rapporteur,

Le Greffier,

Victor Dassi ADOSSOU

Gédéon A. AKPONE

Enregistré à P/Novo, le 08/11/17
no 093 596
Reçu *Gratis*
L'INSPECTEUR DE L'ENREGISTREMENT



COTI SEGBEDJI ZENOU